

RESPECT DE LA VIE ET MARIAGE TRADITIONNEL



RESPECT FOR LIFE AND TRADITIONAL MARRIAGE



Avec la collaboration de - With the collaboration of

L'ASSOCIATION DES JURISTES CATHOLIQUES DU QUÉBEC

Par :

- André Morais, notaire, B.A., LL.L. (Montréal)
- Alexandre N. Khouzam, avocat (Montréal)
- Roger Simon, ingénieur, (Montréal)
- Mme Diane Joyal, présidente de L'A.P.C.Q. (Montréal)
- Paul Auclair, médecin, (Montréal)
- Jean-Marc Allard, Courtier d'Assurance (Montréal)
- Georges Buscemi, Président de Campagne Québec-Vie (Montréal)
- Ronald Veilleux, (Gatineau)

2^e Édition, Avril 2016.

2^e Édition, Avril 2016.

RESPECT DE LA VIE ET MARIAGE TRADITIONNEL

Débutons notre exposé, en donnant le droit de parole à l'enfant conçu et sans défense mais qui réclame son droit de naître et devenir un citoyen à part entière.

Voici ce qu'il a nous dire:

*" Au **moment de la fécondation** de l'ovule de ma mère par le spermatozoïde de mon père, furent déterminées toutes mes caractéristiques physiques, mon sexe, les traits de mon visage, la couleur de mes cheveux, de mes yeux et de ma peau."*

*"Plus étonnant encore, mon intelligence et ma personnalité étaient déjà en place dans mon code génétique. Au **moment de ma conception**, j'étais déjà essentiellement et uniquement moi-même."*

*" A **vingt-quatre jours**, mon cœur s'est mis à battre, les bourgeons de mes bras et de mes pieds apparurent, mes muscles se sont formés, les ondes de mon cerveau pouvaient être enregistrés, mon système nerveux était déjà formé depuis environ **deux semaines** et j'étais à la veille de commencer à bouger dans la sein de ma mère."*

*"À **huit semaines**, mon squelette, ma tête, mes bras, mes jambes, mes doigts et même mes empreintes, mes orteils, mon système circulatoire et la plus grande partie de mon système musculaire étaient formés et tous mes organes étaient en état de croissance"*

*"À **douze semaines**, je laissais paraître mon identité propre, à la fois dans mon physique et dans mon comportement avec des expressions du visage qui ressemblaient à celles de mes parents."*

*" À la **seizième semaine**, mes poils se sont mis à pousser et trois ou quatre jours plus tard, les racines de mes vingt dents de lait étaient mises en place."*

*" À la **vingtième semaine**, mes cheveux sont apparus sur ma tête et à la **vingt-deuxième semaine**, j'ai pu ouvrir mes yeux."*

*" À **cinq mois et demi**, j'avais toutes les chances du monde de survivre hors de l'utérus de ma mère"*

" Voilà mon histoire intra-utérine."

" Je ne demande que protection de la part de mes parents pour voir le jour et continuer à me développer normalement pour devenir un beau et grand garçon ou une belle et grande fille."

Voyons maintenant quelles sont les garanties légales qui protègent les droits de l'enfant à naître.

L'article **1457 du Code Civil du Québec** établit clairement la responsabilité de l'homme et de la femme comme suit :-

Toute personne a le devoir de respecter les règles de conduite qui, suivant les circonstances, les usages ou la loi, s'imposent à elle, de manière à ne pas causer préjudice à autrui.

Elle est, lorsqu'elle est douée de raison et qu'elle manque à ce devoir, responsable du préjudice qu'elle cause par cette faute à autrui et tenue de réparer ce préjudice, qu'il soit corporel, moral ou matériel."

Ce qui fait la dignité de l'homme et de la femme, c'est de pouvoir assumer leur responsabilité comme êtres humains doués de raison.

Qu'en est-il de leur responsabilité à l'égard du respect de la vie?

Vous conviendrez avec nous, que *l'homme et la femme ont toujours le choix de concevoir ou de ne pas concevoir*. Mais une fois que l'homme et la femme ont décidé de donner la vie, ils doivent assumer intégralement leur responsabilité depuis la conception de leur enfant jusqu'à sa naissance et ensuite jusqu'à sa majorité et au-delà dans la plupart des cas. Effectivement, après la conception, le couple ne peut plus changer d'idée en cours de route. C'est bien plus qu'un contrat écrit et signé. Ce n'est plus uniquement une question de religion, mais une question de vie ou de mort d'une vie humaine innocente.

Mais pourquoi, se demanderont certaines personnes, que l'homme et la femme doivent assumer leur responsabilité **dès la conception** de leur enfant ?

La réponse, comme nous le dit la science moderne, est, bien sûr, que la vie commence au commencement et non après... c'est-à-dire dès le **moment de la conception** et non pas à la naissance.

D'ailleurs, les biologistes et les généticiens ont prouvé scientifiquement et d'une façon éclatante et incontestable que la vie humaine commence à la fécondation, que celle-ci soit faite "in vitro" ou "in utero".

Quand les **vingt-trois** chromosomes mâles s'unissent aux **vingt-trois** chromosomes femelles, il y a création d'un nouvel être essentiellement distinct du corps de la mère et évidemment de celui du père.

Il faut donc ici réfuter immédiatement la thèse de ceux qui prétendent que les femmes étant maîtresses de leur corps, auraient des droits sur le corps de l'enfant qu'elles portent en elles, quel que soit le stade de son développement: l'enfant au stade de fœtus est un autre être essentiellement et génétiquement différent de la mère et cet être ne peut qu'être humain.

En même temps, une position extrêmement déplorable s'est développée chez les tenants de l'avortement sur demande: *ceux-ci prônant*

L'élimination des droits et des devoirs du père dans le processus de la procréation humaine.

En effet, les partisans **pro avortement** ont évacué la mission du père dans son rôle de co-auteur et géniteur d'une nouvelle vie humaine.

Le père, faut-il le rappeler, a le droit et le devoir de protéger la vie de son enfant et ce, depuis la conception de celui-ci au même titre que la mère.

Si le rôle du père est complètement absent et éliminé, pourquoi serait-il responsable de pourvoir conjointement avec son épouse à tous les besoins de son enfant et ce, jusqu'à ce que celui-ci soit autonome ?

L'article 192 du Code Civil de la Province de Québec nous donne la réponse à la question que nous nous sommes posée précédemment savoir:

"Outre les droits et devoirs liés à l'autorité parentale, les pères et mères, s'ils sont majeurs ou émancipés, sont de plein droit tuteurs de leur enfants mineurs, afin d'assurer sa représentation dans l'exercice de ses droits civils et d'administrer son patrimoine.

Ils le sont également de leur enfant conçu qui n'est pas encore né, et ils sont chargés d'agir pour lui dans tous les cas où son intérêt patrimonial l'exige."

Alors, si les tuteurs de plein droit ou les parents sont chargés d'agir pour leur enfant (conçu *mais non encore né*) de manière à sauvegarder son intérêt patrimonial, combien plus sont-ils chargés d'agir de manière à protéger sa vie! Il faut être logiques, n'est-ce pas !

Nous avons donné la parole à l'enfant depuis sa conception jusqu'à sa naissance, nous avons développé l'état du droit civil québécois, demandons-nous maintenant quel est l'état actuel du droit

criminel canadien sur cette question fondamentale de la protection de la vie humaine depuis la conception?

L'historique du vide juridique qui permet maintenant l'avortement sur demande au Canada, remonte depuis la formulation de la Charte Canadienne des Droits et Liberté par le gouvernement Trudeau. Les évêques et tous les Mouvements pro-vie avaient constaté qu'il existait une lacune concernant les droits des enfants conçus mais non encore nés et demandaient au gouvernement d'incorporer un amendement à la Charte qui garantirait que cette Charte ne porterait pas préjudice à leurs droits.

Le premier ministre de l'époque, affirmait que le Gouvernement considère que la Charte ne doit enchâsser aucune position pour ou contre l'avortement, et ce, de façon permanente. Le Gouvernement est d'avis, disait Monsieur Trudeau, que la question de l'avortement n'en est pas une qui devrait être déterminée par la Constitution.

À notre grand regret, nous devons affirmer sans danger d'erreur que Monsieur Trudeau et son gouvernement ont omis et refusé de reconnaître dans la Charte, le premier et le plus fondamental des droits, le droit à la vie qui rend tous les autres droits possibles et leur donne leur raison d'être. La vie humaine revêt un caractère sacré puisque dès son origine, elle requiert l'action créatrice de Dieu.

Ainsi, ajoutaient les évêques dans une réflexion pastorale intitulée: "*Pour une éthique du respect de la vie*", du mois de **septembre 1983**, "*tout être humain est voulu de Dieu et aimé pour lui-même. Vouloir solutionner les dilemmes de l'avortement uniquement au niveau de la technique ou des considérations économiques ou légales, c'est méconnaître la nature éminemment spirituelle de l'être humain.*" Les évêques continuaient et disaient: "*qu'aucun individu ni aucune collectivité ne peuvent s'arroger le droit de vie ou de mort sur tout être humain, si petit et démuné soit-il*". Monsieur Trudeau et son gouvernement d'alors ont erré en morale naturelle et en droit.

Ce qui devait arriver est arrivé.

La Cour Suprême du Canada a créé un vide juridique inacceptable, ne pouvant se baser sur une charte des droits qui aurait reconnu le droit à la vie dès la conception de l'être humain. Le problème du respect de la vie créée par les tenants de l'avortement était renvoyé à la responsabilité des législateurs.

Au même moment, le **Docteur Gus Mitges**, alors député de Grey-Simco aux Communes, présentait un projet de loi au Code Criminel, pour protéger l'enfant conçu mais non encore né, et ce, pour combler le vide juridique créé par la Cour Suprême du Canada.

De plus, une motion visant à enchâsser les droits du fœtus dans la Charte amendait le texte de **l'article 7 de la Charte** et se lisait comme suit: "*Chacun, incluant un fœtus humain ou un être conçu mais non encore né, a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne, il ne peut être porté atteinte à ce droit qu'en conformité avec le principe de justice fondamentale*".

Lors du vote à la Chambre des Communes le **2 juin 1987**, la **motion Mitges** fut battue, alors qu'il y avait plus de 150 députés absents à ce moment. Ces absents n'avaient pas daigné se porter à la défense du premier des droits de l'homme, c'est-à-dire son droit à la vie.

Monsieur Mulroney et son gouvernement présentèrent subséquemment un projet de loi, **le Bill C 43**, un projet de loi qui, lors de sa présentation pour adoption au Sénat, fut rejeté par l'égalité des voix des Sénateurs.

Le vide juridique continue donc de subsister et permet l'avortement sur demande au pays.

Si les législateurs responsables avaient promulgué une **Charte des Droits et Libertés** assurant à chacun, et ce, dès sa conception, son droit à la vie, à la protection et à la sécurité de sa personne, nous ne ferions pas face à ce fameux vide juridique inacceptable.

Dans un premier temps, nous demandons en toute urgence, simplement l'adoption d'un projet de loi au code criminel qui protège la vie du fœtus non encore né depuis sa conception, et de prohiber tout avortement sauf et dans le seul et unique cas où la vie de la mère serait réellement en danger.

À plus long terme, nous demanderons également que la Charte Canadienne des droits et libertés soit amendée et que **l'article 7** se lise comme suit:

" Chaque être humain a droit, dès sa conception, à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne; il ne peut être porté atteinte à ce droit qu'en conformité avec les principes de justice fondamentale".

Et maintenant, qu'en est-il de la question du mariage au Canada!

Le préambule de la CHARTE CANADIENNE DES DROITS ET LIBERTÉS s'énonce comme suit:

" Attendu que le Canada est fondé sur des principes qui reconnaissent la suprématie de Dieu et la primauté du droit".

Si la Charte reconnaît la suprématie de Dieu, elle devrait aussi logiquement reconnaître sa loi éternelle fondement de la loi naturelle.

La primauté du droit se base sur la loi naturelle, laquelle se base sur la loi éternelle, elle-même basée sur la volonté de Dieu comme nous venons de l'énoncer de façon déductive. Quelle est la volonté de Dieu sur la conduite de l'homme et de la femme dans son plan créateur de deux êtres différents, égaux entre eux dans des ordres différents?

Demandons-nous maintenant si la Charte canadienne des Droits et Libertés accorde, comme le prétendent les gais et les lesbiennes, le droit au mariage à des personnes de même sexe?

Selon la droite raison naturelle, il n'existe pas de Charte au monde qui doit ou même peut accorder un droit à des personnes de même sexe de contracter mariage.

Le mariage est l'union entre une femme et un homme qui doivent s'aimer mutuellement et exclusivement pour être féconds dans la procréation, la génération et l'éducation des enfants.

Permettre aux partenaires de même sexe de se marier changerait la définition même du mariage de telle sorte que ce ne serait plus un mariage.

La différence sexuelle comme source d'épanouissement et de complémentarité est essentielle à l'expression de l'amour conjugal. Les couples de même sexe ne peuvent prétendre au statut de personnes mariées auquel ils n'ont pas droit de par la nature même du mariage.

Faire dire à la Charte que les gais et les lesbiennes devraient avoir le droit de se marier, c'est faire dire à la Charte ce qu'elle ne dit pas vraiment, d'autant plus que notre "*Charte canadienne des Droits et Libertés*" est fondée sur les principes qui reconnaissent la suprématie de Dieu, donc de sa Loi éternelle, base de la Loi naturelle, comme dit plus haut.

Rétablir dans un projet de loi, la définition traditionnelle du mariage, est devenu nécessaire, non pas pour un retour en arrière, mais pour un retour au gros bon sens.

La déclaration récente du *Cardinal Marc Ouellet*, archevêque de Québec, est éclairante et confirme la position développée dans le présent exposé sur la question du mariage traditionnel, savoir:

"L'union affective entre un homme et une femme et celle qui existe entre deux personnes de même sexe sont fondamentalement différentes. L'une est conjugale puisqu'elle suppose essentiellement la

différence des sexes; l'autre n'est pas conjugale puisqu'elle ne comporte pas cette complémentarité des sexes avec l'ouverture à la fécondité.

Nous soutenons que les deux ne peuvent être mises sur le même pied, car cela dénaturerait l'institution du mariage en faisant fi d'une de ses finalités essentielles: la procréation et l'éducation des enfants qui assurent l'avenir de la Société."

Pour nous, cette vérité transcende toutes les civilisations, les cultures et les religions.

En guise de conclusion, nous devons revenir aux valeurs fondamentales de notre civilisation judéo-chrétienne qui assureront la survie de notre peuple, sans quoi la société vieillira sans pouvoir se régénérer et disparaîtra graduellement.

Pour terminer, il faut donc parfaire la *Charte canadienne des Droits et Libertés* pour assurer le droit à la vie de tous et chacun depuis sa conception jusqu'à sa mort naturelle qui assurera la protection de l'enfant conçu mais non encore né et que le Parlement rétablisse la définition du mariage traditionnel **et** redéfinir que le mariage est une institution fondamentale basée sur l'union d'un homme et d'une femme à l'exclusion de toute autre personne.

C'est là le souhait le plus ardent des militants pro vie et des défenseurs du mariage traditionnel.

Par : André Morais, notaire, B.A., LL.L. (Montréal)
Alexandre N. Khouzam, avocat (Montréal)
Roger Simon, ingénieur, (Montréal)
Mme Diane Joyal, présidente de L'A.P.C.Q. (Montréal)
Paul Auclair, médecin, (Montréal)
Jean-Marc Allard, Courtier d'Assurance (Montréal)
Georges Buscemi, Président de Campagne Québec-Vie (Montréal)
Ronald Veilleux, (Gatineau)

2^e Édition, Avril 2006.



RESPECT FOR LIFE AND TRADITIONAL MARRIAGE

Let us start our overview by giving the right to speak to the child just conceived, and thus defenseless. He or she is claiming the right to be born and to become a fully-fledged citizen.

Here is what the child would have to say:

"When my mother's egg was fertilized by the spermatozoon of my father, all of my physical characteristics were put in place: my gender, the form of my face, the color of my hair and of my eyes and of my skin."

"Moreover, amazingly, my intelligence and my personality were determined by my genetic code. Thus, since the time of my conception, I have been essentially and uniquely myself."

*" After **twenty-four days** my heart started to beat, the shape of my arms and my feet started to show, my muscles developed, my brainwaves could be registered, my nervous system had already been developing for about **two weeks** and I was about to start moving in my mother's womb."*

*"At **eight weeks**, my skeleton, my head, my arms, my legs, my toes, my fingers and even my fingerprints, my circulatory system as well as most of my muscular system were formed and all of my organs were growing".*

"At twelve weeks, my real identity began to show, physically as well as in my attitude, with facial expressions that resembled those of my parents."

«At sixteen weeks, my body-hair started to grow and, three to four days later, the roots of my twenty milk teeth were put into place."

" At twenty weeks, hair started to grow on my head and at twenty-two weeks, I could open my eyes."

" At five months and a half I could, against all odds, survive outside my mother's womb."

" This has been my intra-uterine history."

" I only ask for my parents' protection in order to be able to see the light of day and continue to develop normally into a handsome big boy or a pretty big girl."

Let us now take a look at the legal tools that protect the rights of the unborn child.

Article 1457 of the Civil Code of Quebec clearly establishes men and women's responsibilities as follows:

"Every person has a duty to abide by the rules of conduct which lie upon him, according to the circumstances, usage or law, so as not to cause injury to another.

Where he is endowed with reason and fails in his duty, he is responsible for any injury he causes to another person and is liable to reparation for the injury, whether it be bodily, moral or material in nature."

It is the capacity to take responsibility as human beings invested with reason that makes up the dignity of men and women.

Where then lays their responsibility with regards to respect for life?

I am sure you will agree with us that **both the man and the woman always have a choice** when deciding whether they want to have a child or not. However, once they have decided to give life, they must fully assume the responsibility linked to the conception of their child until it is born and afterwards until adult age and in most cases even later. Effectively, after the conception, the couple cannot change idea in the meantime any more. It is much more than a written and signed contract. It is not only a question of religion, but above all a question of a life or a death of an innocent human life.

But why, some will ask, that the man and the woman should assume their responsibility for their child **from the time of conception**?

The answer, as far as modern science is concerned, is, of course, that life starts at the beginning and not afterwards...i.e. at the time of conception and not at birth as some may think.

In fact, biologists and geneticists have scientifically proven, clearly and irrevocably, that human life begins at the time of fertilization, whether "*in vitro*" or "*in utero*".

When twenty-three male chromosomes unite with twenty-three female chromosomes a new human being is created, distinct in essence from his mother's body and, of course, from that of his father's.

Some pretend that the woman, as owner of her body, has rights over the child she carries for the full period of intra-uterine development. This thesis needs to be immediately refuted. The child-fetus is, without a doubt, an essentially and genetically different being from his mother and can only be a human being.

Simultaneously, an extremely deplorable vision has been developed by so-called pro-choices. *Many favor the elimination of the rights and duties of the father related to the process of human procreation.*

In fact, many have denied the father his mission in the role of co-author and sire of a new human life.

In case it be forgotten, the father has, as much as the mother, the right and the duty to protect the life of his child from the time of his or her conception.

If the role of the father is completely denied and eliminated, then why should he be responsible to provide, together with the mother of the child, for all the needs of his child until the latter is completely autonomous ?

Article 192 of the Quebec Civil Code gives us an answer to the question we just came to ask:

"In addition to having the rights and duties connected with parental authority, the father and mother, if of full age and emancipated are, of right, tutors to their minor child for the purposes of representing him in the exercise of his civil rights and administering his patrimony.

The father and mother are also tutors to their child conceived but yet unborn and are responsible for acting on his behalf in all cases where his patrimonial interests require it."

So, if the rightful tutors or the parents are obliged to act in the best interests of their child (*conceived but still unborn*) in order to safeguard his or her patrimonial interests, how much more must they be responsible for the protection of his or her life! It is only logical!

We have listened to the child in the womb from the time of conception. We have examined what the **Civil Code of Quebec** has to say. Let us now take a closer look at what the **Criminal Code of Canada** says about the fundamental question of the protection of human life from the time of conception?

The legal void which presently permits abortion on demand in Canada has its origin in the wording of the Canadian **Charter of Rights and Freedoms** adopted by the Trudeau Government. At the time of its introduction, the bishops and the entire pro-life movement pointed out that there was a loophole in the Charter as far as the rights of conceived but as yet unborn children were concerned. Therefore, they asked the Government to amend the Charter so as

to incorporate a guarantee against any prejudice against the rights of the unborn child.

The Prime Minister of the time stated that the Government thought that the Charter shouldn't ever take a position on this issue, either for or against abortion. "*The Government thinks*", Mr. Trudeau said, "*that the issue of abortion should not be defined by the Constitution*".

To our great regret, we can state without the slightest margin of error, that Mr. Trudeau and his government neglected and refused to recognize in the Charter the first and most fundamental of rights which is the right to life which makes all other rights possible and gives them their *raison d'être*. Human life is sacred because, from its beginning and thereafter, it needs God's creative action.

Thus, the bishops stated in a pastoral letter entitled: « **Towards an Ethic which respects Life** », published in September 1983 : « *Every human being is wanted by God and loved for him/herself. Trying to solve the abortion dilemma only at the technical level or for economic or legal considerations is to be ignorant of the eminently spiritual nature of a human being.* » The bishops then went on to say that : « *No individual or collectivity has the right to decide about life or death of any human being, no matter how small or destitute he may be* ». Mr. Trudeau and his government of the time erred twice, once with regard to natural law and once with regard to civil law.

And so, what could be expected happened.

The **Supreme Court of Canada** created an unacceptable legal void since it could not rely on a charter that recognized the right to life for every human being from the moment of conception onward. The responsibility for the respect-for-life problem, created by those who are pro-abortion, was thus sent back to the legislators.

Shortly thereafter, **Doctor Gus Mitges**, then MP in the House of Commons for Grey-Simcoe, introduced a bill to amend the Criminal Code in order to protect the child conceived but not yet born, with the aim of filling the legal void created by the Supreme Court of Canada.

Moreover, a motion meant to embed the rights of the fetus in the Charter would have amended article 7 of the Charter with the following words : « *Everyone, including the human fetus, or a being conceived but not yet born has the right to life, to liberty and to the security of his/her person. This right may never be jeopardized except in conformity to the principle of fundamental justice.* »

At the time of the vote in the **House of Commons** on June 2nd 1987, the **Mitges Motion** was rejected while more than 150 MPs were absent. None of these absent MPs had considered it worthwhile to stand up in defense of this first and foremost of human rights which is the right to life.

Subsequently, Mr. Mulroney and his government introduced **Bill C-43** which, when it was presented for adoption in the Senate, was rejected by a tie vote of the senators.

The judicial void therefore persists permitting abortion on demand across the country.

If the legislators in office at the time had promulgated a **Charter of Rights and Freedoms** guaranteeing to everyone, from the moment of conception, the right to life, to protection and to security of his/her person, we would not now face such an ignominious and unacceptable legal void.

We, therefore, firstly, urgently request the adoption of a Bill to amend the Criminal Code which would protect the life of the unborn fetus from the time of conception, and which would forbid abortion, always, except and only in cases where the life of the mother is in serious danger.

We also ask that, in the long term, the Canadian **Charter of Rights and Freedoms** be amended and that article 7 read as follows: « *Every human being has the right to life, to liberty and to the security of his/her person. This right may never be jeopardized except in conformity with the principles of fundamental justice.* ».

MARRIAGE IN CANADA

Let us now take a look at the marriage situation in Canada!

The preamble of the Canadian **Charter of Rights and Freedoms** states the following :

" *Whereas Canada is founded upon principles that recognize the supremacy of God and the rule of law...*"

If the Charter recognizes the supremacy of God, then, logically, it should also recognize His eternal law which is the source of natural law.

The primacy of law is based on natural law which in turn is based on eternal law which is itself the emanation of God's will as we just expressed it deductively. What is the will of God as far as male and female behavior are concerned according to his creative plan of two different beings, equal between themselves yet different?

Let us now ask the question whether the Canadian Charter of Rights and Freedoms grants, as gays and lesbians pretend, the right to marry a member of the same sex.

According to sound natural reason there is not a charter in the world which should or even could grant the right to persons of the same sex to contract a marriage.

Marriage is the union between a woman and a man who have to love each other mutually and exclusively in order to be fecund in the procreation, the generation and the education of children.

To allow same-sex partners to marry would change the very definition of marriage in such a way that it simply would not be a marriage anymore.

Sexual difference and complementarities are necessary as a source of fulfillment and essential for the expression of marital love. Same-sex couples cannot aspire to the status of married couples to which they are not entitled by nature of what marriage really is.

Having the Charter say that gays and lesbians should have the right to marry would be to have it say what it doesn't really say, all the more because our *Canadian Charter of Rights and Freedoms* is founded

on principles that recognize the supremacy of God, and thus recognize His eternal law which is the foundation of natural law as stated above.

It has become necessary, therefore, to re-establish the definition of traditional marriage in law, not in order to return to the past but in order to return to common sense.

The Archbishop of Quebec, **Cardinal Marc Ouellet**, in his recent declaration has clarified and confirmed the position developed in this essay on the question of traditional marriage. His statement reads as follows:

"The emotional union between a man and a woman, on the one hand, and the one that exists between two persons of the same sex, on the other, are fundamentally different. One is conjugal because it essentially requires a difference between the sexes; the other is not, because it does not have this complementarity between the sexes with an openness to fecundity.

We think that the two of them cannot be considered equally valuable because that would corrupt the nature of the institution of marriage, neglecting one of its essential ends: which is the procreation and the education of children that guarantee the future of society as a whole."

The truth of this declaration by the Quebec Cardinal actually transcends all civilizations, all cultures and all religions.

In conclusion, we need to return to the fundamental values of our Judeo-Christian civilization that guaranteed the survival of our people. If we now abandon this view of marriage and of respect for life, our society will grow old, and not choosing to regenerate itself, will gradually disappear.

Therefore, the Canadian **Charter of Rights and Freedoms** must be amended in such a way as to guarantee the right to life for each and every human being from conception until natural death. The life of the unborn child would thus be legally protected.

Parliament must also re-establish the traditional definition of marriage.

Our government must redefine marriage as a fundamental institution based on the union between a man and a woman to the exclusion of everyone else.

This is the profound desire of all those who hold life sacred and of those who hold traditional marriage as an essential institution for the good of individuals and of society.



Cosignatory :

Par : André Morais, notaire, B.A., LL.L. (Montréal)
Alexandre N. Khouzam, avocat (Montréal)
Roger Simon, ingénieur, (Montréal)
Mme Diane Joyal, présidente de L'A.P.C.Q. (Montréal)
Paul Auclair, médecin, (Montréal)
Jean-Marc Allard, Courtier d'Assurance (Montréal)
Georges Buscemi, Président de Campagne Québec-Vie (Montréal)
Ronald Veilleux, (Gatineau)